



HAL
open science

Localisation et concentration des productions d'aliments composés dans la Communauté Européenne

Yves Dronne, C. Janet, Bernard Roux

► To cite this version:

Yves Dronne, C. Janet, Bernard Roux. Localisation et concentration des productions d'aliments composés dans la Communauté Européenne. 17e Congrès de l'industrie de la nutrition animale: "L'élevage de l'an 2000: dualité, recherche, environnement", Fédération Européenne des Fabricants d'Aliments Composés (FEFAC). INT., May 1991, Paris, France. 11 p. hal-01905554

HAL Id: hal-01905554

<https://hal.science/hal-01905554>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

I. N. R. A.

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
DEPARTEMENT D'ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES**

I.N.R.A. - RENNES

8 JAN. 1992

**ECONOMIE RURALE
BIBLIOTHEQUE**

**XVIIème Congrès de l'industrie de la nutrition animale
"L'élevage de l'an 2000 : Dualité, Recherche, Environnement"
Fédération Européennes des Fabricants d'Aliments Composés**

**Localisation et concentration des productions
d'aliments composés dans la C.E.E.**

Y. DRONNE, E.S.R. RENNES

C. JANET, E.S.R. GRENOBLE

B. ROUX, E.S.R. PARIS

Paris, 29 mai 1991

LOCALISATION ET CONCENTRATION DES PRODUCTIONS D'ALIMENTS COMPOSÉS DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Y. DRONNE, B. ROUX, Ch. JANET
INRA ESR, RENNES, PARIS, GRENOBLE

Ce texte tente de montrer dans quel esprit notre équipe (1) a abordé les recherches qu'elle a entreprises sur les différentes industries de la nutrition animale au sein de la Communauté Européenne. Il n'est pas un compte rendu de synthèse final.

1. LA SITUATION ACTUELLE

On peut caractériser sommairement la situation actuelle par des évolutions des productions globales tout à fait divergentes entre les différents pays européens, par une concentration géographique avec l'émergence de quelques grandes régions à l'intérieur de la CEE et par une concentration de l'appareil industriel.

1.1. Des évolutions divergentes des productions selon les pays

Des statistiques de production industrielle d'aliments composés sont présentées synthétiquement par la FEFAC à partir de données fournies par les différents Etats Membres.

Comme nous l'avons fait dans nos études, il faudrait ici analyser de plus près la signification de ces statistiques pays par pays, : en effet, elles ne recouvrent pas nécessairement des choses comparables : par exemple, quelle est la part des aliments complémentaires dans les totaux indiqués ? Comment sont prises en compte les fabrications destinées aux élevages intégrés, ...

Cela étant, elles mettent en évidence trois ensembles de pays : loin des leaders européens constitués par la France, les Pays-Bas et la RFA qui produisent plus de 15 millions de tonnes chacun, se trouve un deuxième groupe de pays producteurs constitué par l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni avec des tonnages fabriqués compris entre 10,5 et 12,5 millions de tonnes. La production de chacun des autres pays de la Communauté ne dépasse pas 5 millions de tonnes.

Elles font également ressortir la forte croissance des productions entre 1970 et 1983, croissance qui a été assurée essentiellement par la France, la RFA, les Pays Bas, l'Italie et l'Espagne. Les aliments pour bovins ont représenté plus de la moitié de cette progression avec des augmentations des tonnages particulièrement importantes aux Pays-Bas et en RFA.

Au contraire, une nette rupture de tendance s'est produite dans la période suivante : la production européenne d'aliments pour bovins, à la suite de la mise en place des quotas laitiers, a connu un fort recul en particulier au Royaume-Uni, en RFA et aux Pays-Bas, recul qui a été pour l'essentiel compensé par la progression des aliments pour porcs (notamment aux Pays-Bas, en France et au Danemark) et pour volailles (en France surtout).

Dans ce contexte de relative stagnation de la production européenne, il semble que l'Italie soit, avec la France, le pays qui a le mieux tiré parti de la situation au cours des toutes dernières années.

1. qui comprend également F. NICOLAS et Y. LE PAPE.

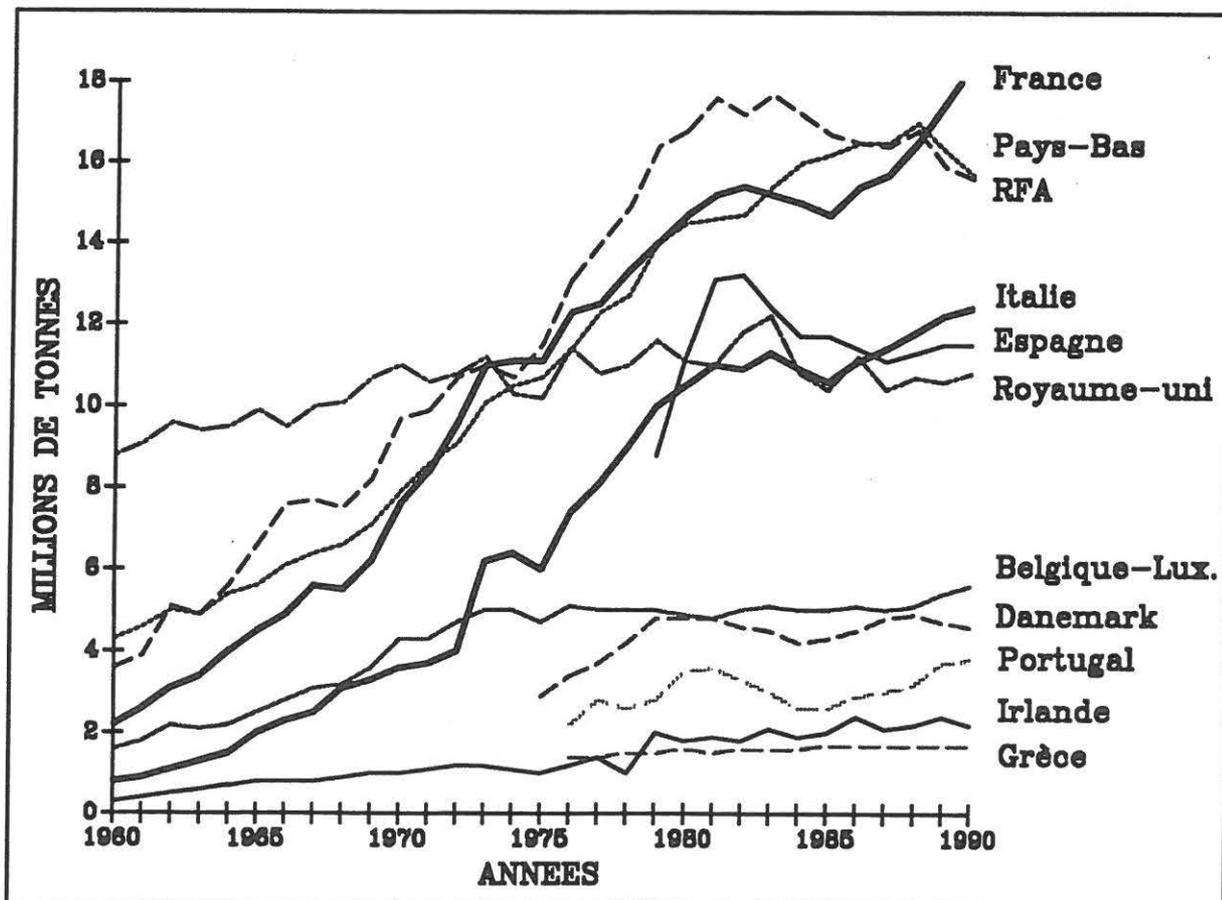
Tableau 1 : L'évolution de la production d'aliments composés par Etat-membre dans la Communauté

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
France	14,0	14,7	15,2	15,4	15,2	15,0	14,7	15,4	15,7	16,5	17,5	18,5
Pays-Bas	14,0	14,5	14,6	14,7	15,4	16,0	16,2	16,5	16,5	17,0	16,3	15,7
RFA	16,4	16,8	17,6	17,2	17,7	17,2	16,7	16,5	16,4	16,8	15,9	15,6
Italie	10,0	10,5	11,0	10,9	11,3	10,9	10,6	11,1	11,4	11,8	12,2	12,4
Espagne	8,8	11,2	13,1	13,2	12,4	11,7	11,7	11,4	11,1	11,3	11,5	11,5
Royaume-Uni	11,6	11,1	11,0	11,8	12,2	10,8	10,4	11,2	10,4	10,7	10,6	10,8
Belgique Lux.	5,0	4,9	4,8	5,0	5,1	5,0	5,0	5,1	5,0	5,1	5,4	5,6
Danemark	4,8	4,8	4,8	4,6	4,5	4,2	4,3	4,5	4,8	4,9	4,7	4,6
Portugal	2,8	3,5	3,6	3,3	3,0	2,6	2,6	2,9	3,0	3,2	3,7	3,8
Irlande	2,0	1,8	1,9	1,8	2,1	1,9	2,0	2,4	2,1	2,2	2,4	2,2
Grèce	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
EUROPE DES 12	90,9	95,4	99,1	99,5	100,5	96,9	95,0	98,7	98,1	101,2	101,9	102,4

Sources : FEAC.

Estimations pour 1990.

Graphique 1 : L'évolution de la production d'aliments composés par Etat-membre dans la Communauté



Elaboration INRA à partir des statistiques FEAC.

12. L'émergence de grandes régions de production d'aliments composés

En ce qui concerne la distribution territoriale de la production, la relocalisation des productions à l'intérieur de la CEE apparaît comme un phénomène important des dix dernières années.

En considérant la Belgique, le Danemark et le Portugal comme des grandes régions (dans la mesure où on ne dispose pas de statistiques plus détaillées), on constate qu'il existe actuellement 27 régions produisant plus d'un million de tonnes d'aliments composés. Elles représentent environ 73 % de la production totale de la CEE et ne couvrent qu'environ 1/3 de sa superficie (il y a dix ans leur part était de 70 %).

En fait trois régions arrivent nettement en tête avec un tonnage supérieur à 5,5 millions de tonnes: il s'agit de la Bretagne, de la Basse-Saxe et du Nord-Brabant. Sur une superficie qui ne représente que 80 000 km² sont fabriquées plus de 18 millions de tonnes d'aliments composés (19 % du total). Ces trois régions qui ont fortement augmenté leur part de marché dans chacun de leurs pays au cours des dix dernières années ont été le fer de lance de la croissance communautaire au cours de cette période. En effet, leur production totale a augmenté de 4,2 millions de tonnes, soit pratiquement autant que l'ensemble de la CEE : il y a donc eu compensation entre les progressions et les reculs des tonnages des autres régions.

Outre celles des trois leaders, il faut mettre en évidence les progressions très fortes de certaines régions telles que le Piémont en Italie et les Pays de Loire en France. En sens inverse, on observe des reculs importants dans de nombreuses régions du Royaume-Uni (South-Western, West-Midland) et de RFA (Rhénanie du Nord Westphalie, Schleswig Holstein, Bade Wurttemberg) ainsi qu'au Portugal.

La dispersion des densités de production à l'intérieur de la CEE reste considérable entre d'une part les leaders que sont les différentes régions des Pays-Bas (en particulier le Nord-Brabant avec plus de 1 000 tonnes/km²) et la Belgique et d'autre part les diverses régions les plus intensives des autres pays dont la densité de production ne dépasse pas 300 tonnes/km² (1).

13. La concentration des structures industrielles

Compte tenu de la diversité des sources statistiques disponibles, il n'est guère facile d'analyser globalement l'évolution des structures industrielles au sein de la CEE.

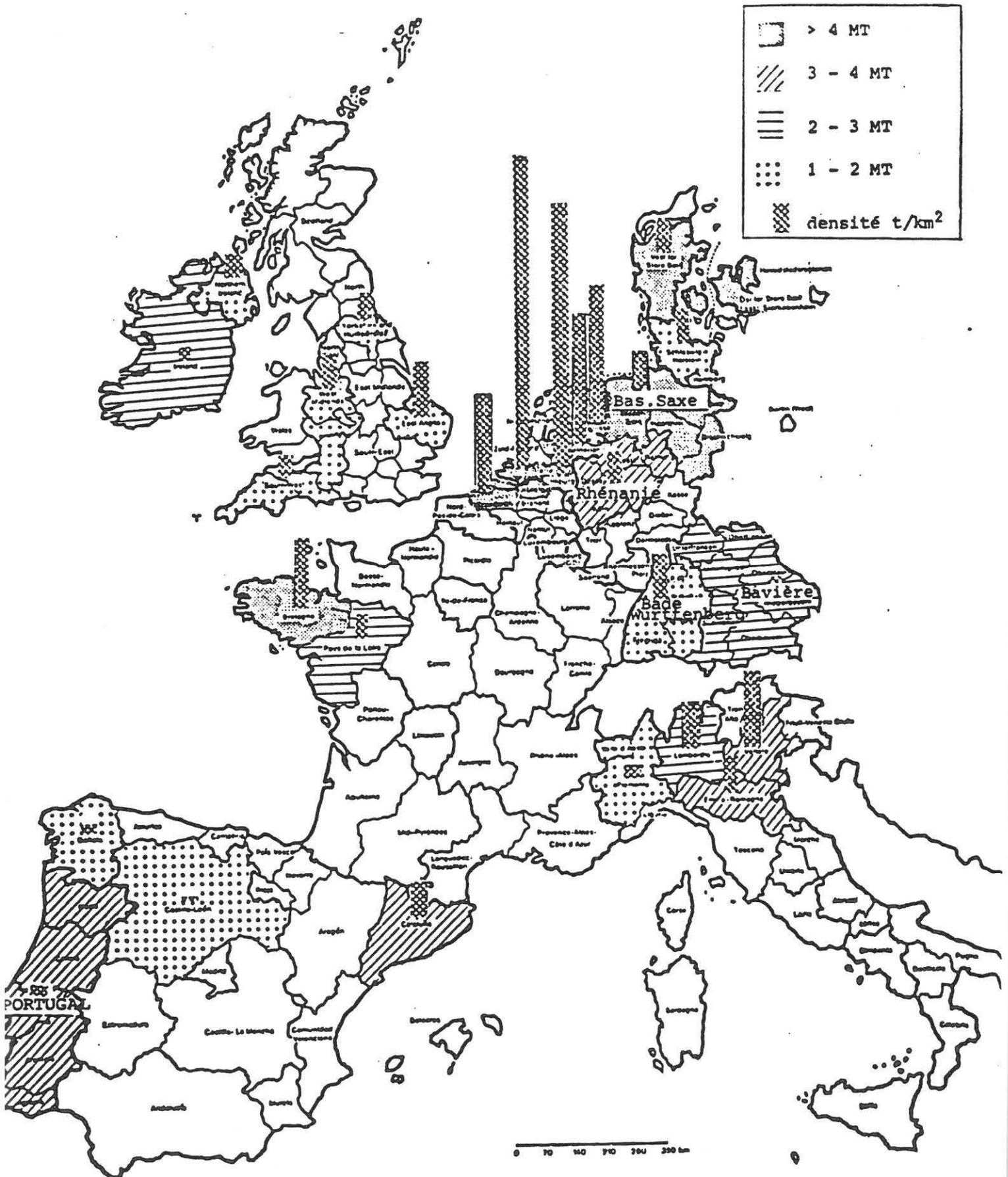
Si l'on considère la situation actuelle dans les 6 principaux pays de la CEE (France, Pays-Bas, RFA, Royaume-Uni, Italie et Espagne) qui représentent au total 85 millions de tonnes, on dénombre environ 4200 unités de production correspondant à une production moyenne de 20000 tonnes par an.

Le chiffre varie beaucoup selon les pays et va de 11/12 000 tonnes en Italie et en Espagne à 50000 tonnes aux Pays-Bas, en passant par 23000 tonnes en RFA et 33 000 tonnes en France. au cours des dix dernières années, le nombre total d'unités de production a nettement diminué dans les cinq premiers pays (- 800 unités) mais sensiblement augmenté en Espagne. Sauf dans ce pays, la production unitaire par usine a fortement progressé.

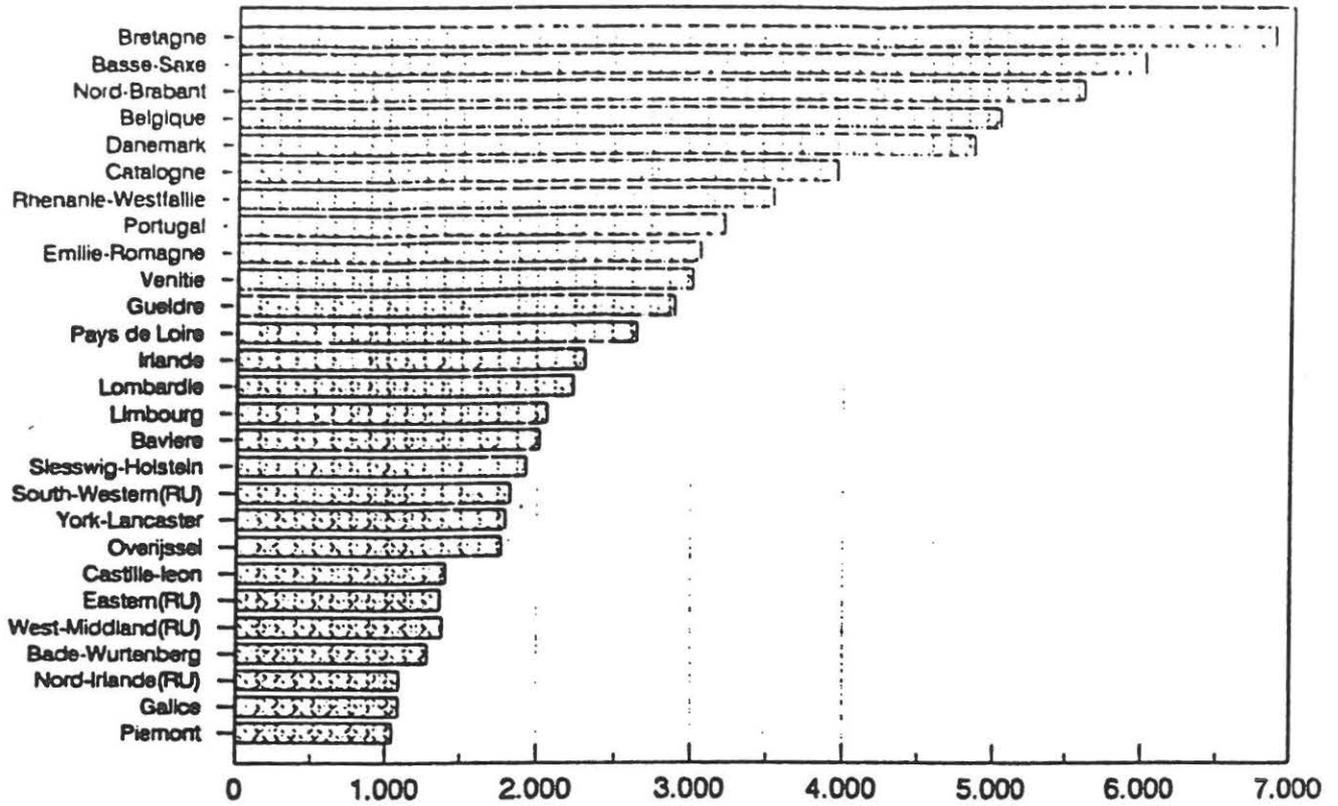
Les grosses unités (dont la définition varie selon les pays, mais que l'on peut considérer comme étant celles dont la production est supérieure à 100 000 tonnes par an) sont actuellement au nombre d'environ 180 (dont 45 aux Pays-Bas, 46 en RFA et 36 en France) et représentent sans doute entre 30 et 40 % de la production totale. Au cours des dix dernières années, leur nombre a nettement augmenté (+ 35 unités dans les trois pays précédents) ainsi que leur production moyenne et leur part dans le total de chaque pays. Globalement c'est le nombre des unités de moins de 10 000 tonnes qui a très généralement chuté.

1. Bretagne pour la France (250 tonnes/km²), Basse Saxe pour la RFA (126 tonnes/km²), Catalogne pour l'Espagne (124 tonnes/km²), Vénétie pour l'Italie (274 tonnes/km²).

PRODUCTION D'ALIMENTS COMPOSES DANS LES GRANDES REGIONS
DE LA C.E.E.

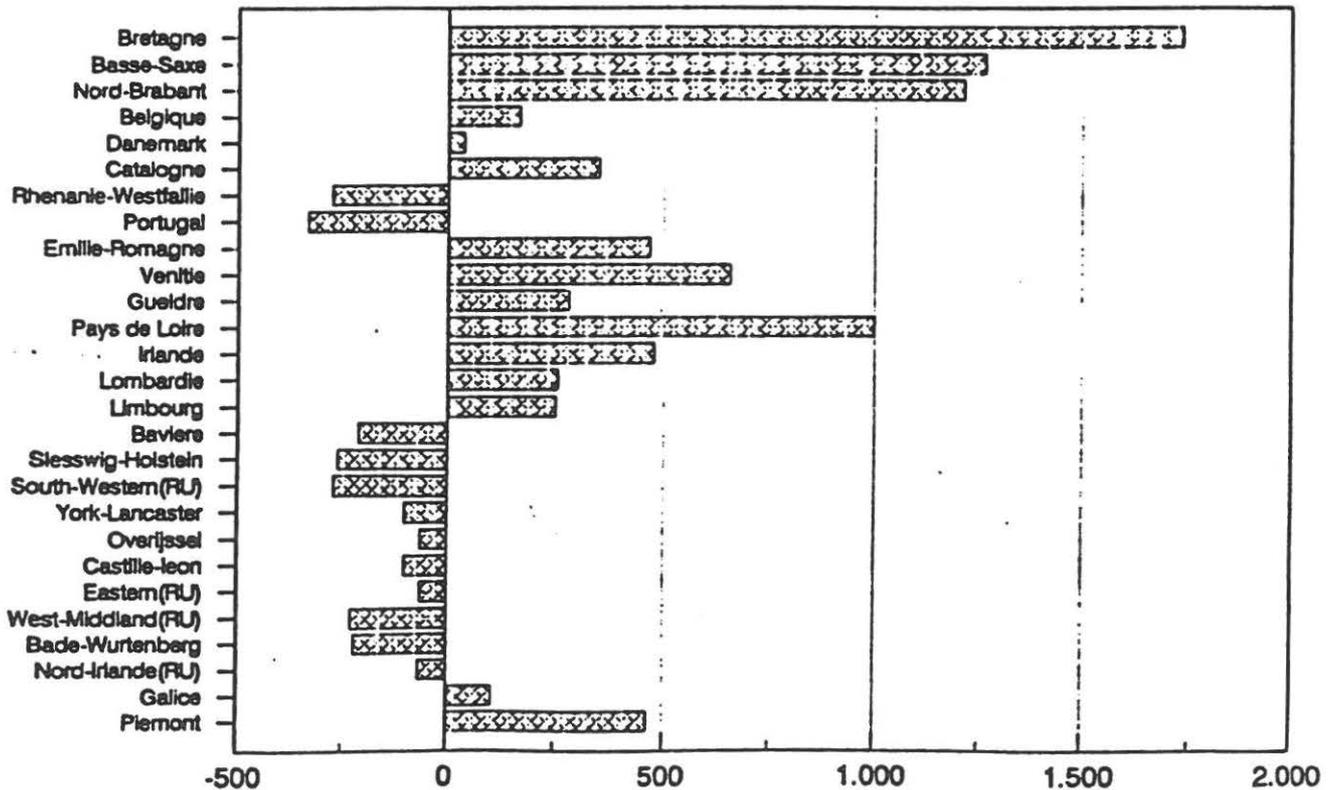


Productions regionales d'aliments composes



Unité: milliers de tonnes

Evolution des productions



Dans une zone donnée, le niveau de concentration de l'industrie et la taille moyenne des usines sont d'autant plus élevés que l'élevage est plus dense, qu'une part plus importante de la consommation de matières premières est importée des pays tiers et qu'existent une zone portuaire dominante et un bon réseau de transport (c'est le cas par exemple des Pays-Bas). Au contraire dans les zones (telles qu'une grande partie de l'Italie et de l'Espagne) où l'élevage est plus disséminé, où une part importante des ressources en matières premières provient des productions locales, la structure industrielle est plus atomisée et la taille moyenne des usines plus faible. Cette dernière situation se caractérise généralement par une évolution des structures plus lente et une moindre diversification dans les approvisionnements.

En terme d'entreprises et non d'unités de production, on peut considérer qu'actuellement une cinquantaine d'ensembles de fabrication représente environ la moitié de la production communautaire. Leur part tend à augmenter très régulièrement par suite de divers mouvements de fusions ou de rachats. Seulement une dizaine d'entre eux ont effectivement des activités industrielles de production dans plusieurs pays de la CEE.

2. LES PERSPECTIVES

21. Des potentialités différentes d'évolution dans les différents pays

L'évolution des productions des aliments composés est évidemment étroitement liée à celle des productions animales qui a été présentée par ailleurs. En considérant, la répartition des besoins des diverses espèces animales pour différents pays de la Communauté (1), il apparaît que deux pays (la France et la RFA) représentent 47 % des besoins totaux de 280 millions de tonnes d'équivalent céréales en 1986-87 (dernière année disponible). Les bovins constituent de loin les premiers consommateurs (63 %), devant les porcs (19 %) et les volailles (10 %).

En fait, on sait que les aliments composés industriels ne couvrent qu'une partie des besoins des animaux. Il est donc intéressant d'examiner la part qu'ils représentent dans chaque cas. Si, en général, pour les volailles, les pourcentages sont proches de 100% il n'en est pas de même pour les porcs et bien sûr encore moins pour les bovins. Dans ce dernier cas, même si l'on considère les taux de pénétration des Pays-Bas ou du Danemark comme des maximums, on remarque le faible niveau de certains pays comme la France (2).

Quant aux évolutions des consommations unitaires, elles sont très différentes pour chaque espèce animale dans chaque pays :

- En ce qui concerne la production laitière (on a rapporté la totalité de la production d'aliments composés pour bovins à la seule production de lait), on observe une très forte dispersion du ratio qui va, en 1988, de 0,15 pour la France à 0,45 pour les Pays-Bas. En terme d'évolution, on constate qu'après la période de très forte croissance qui va jusqu'à environ 1980, la progression est ensuite beaucoup plus lente à l'exception de la France et de l'Italie. Pour les pays qui avaient atteint le plus haut niveau au début de la décennie (notamment Pays-Bas, Royaume-Uni et Danemark) on a une stagnation depuis 1984, voire une régression plus marquée.

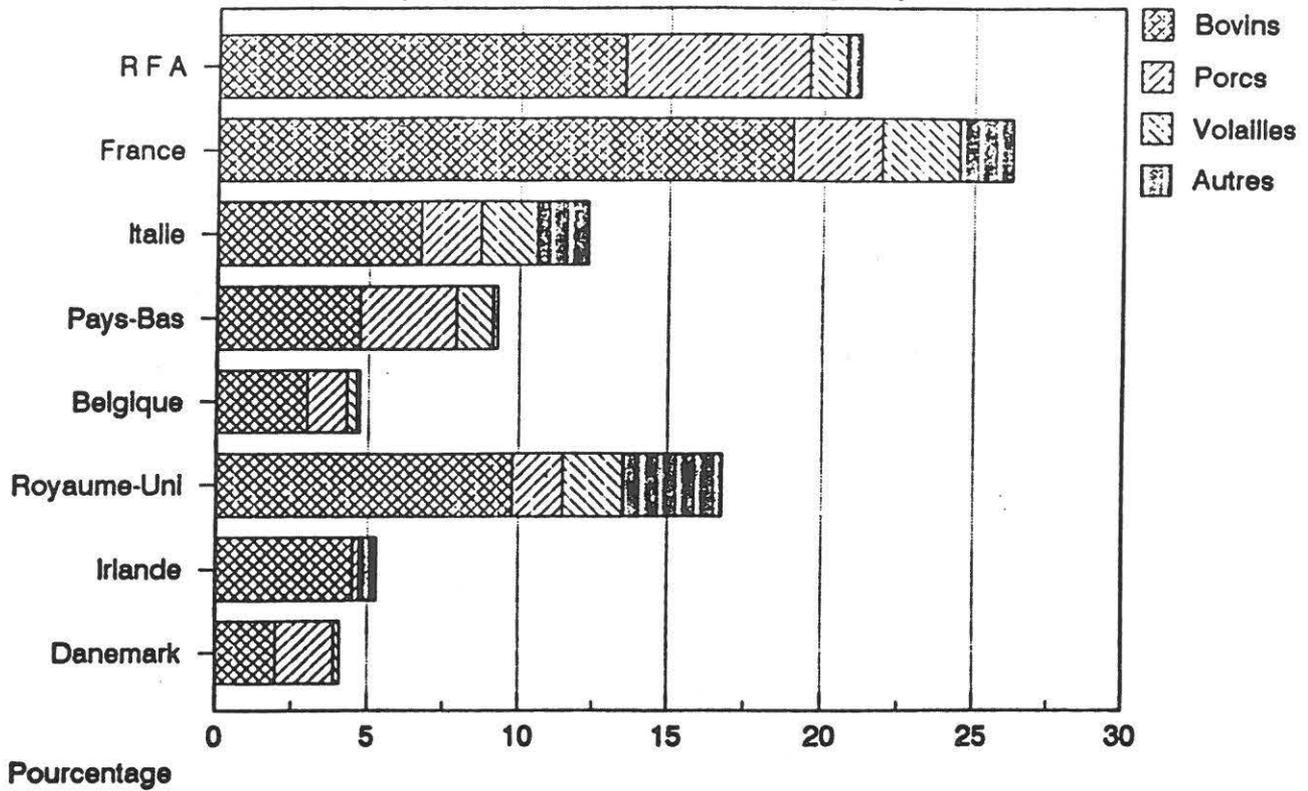
- En ce qui concerne la viande de porc, le ratio va de 2,1 au Danemark en 1988 à 4,7 aux Pays-Bas. La tendance générale est à un certain rapprochement des ratios depuis le début des années 80.

- Pour le secteur des volailles (on a considéré le total de la production d'oeufs et de viande de volaille), on observe là aussi une certaine dispersion du ratio qui va, en 1988, d'environ 2,5 en Italie (le chiffre du Royaume-Uni qui lui est inférieur étant fortement biaisé) à 3,25 en Irlande. Pour la plupart des pays on observe un rapprochement des ratios par suite d'une

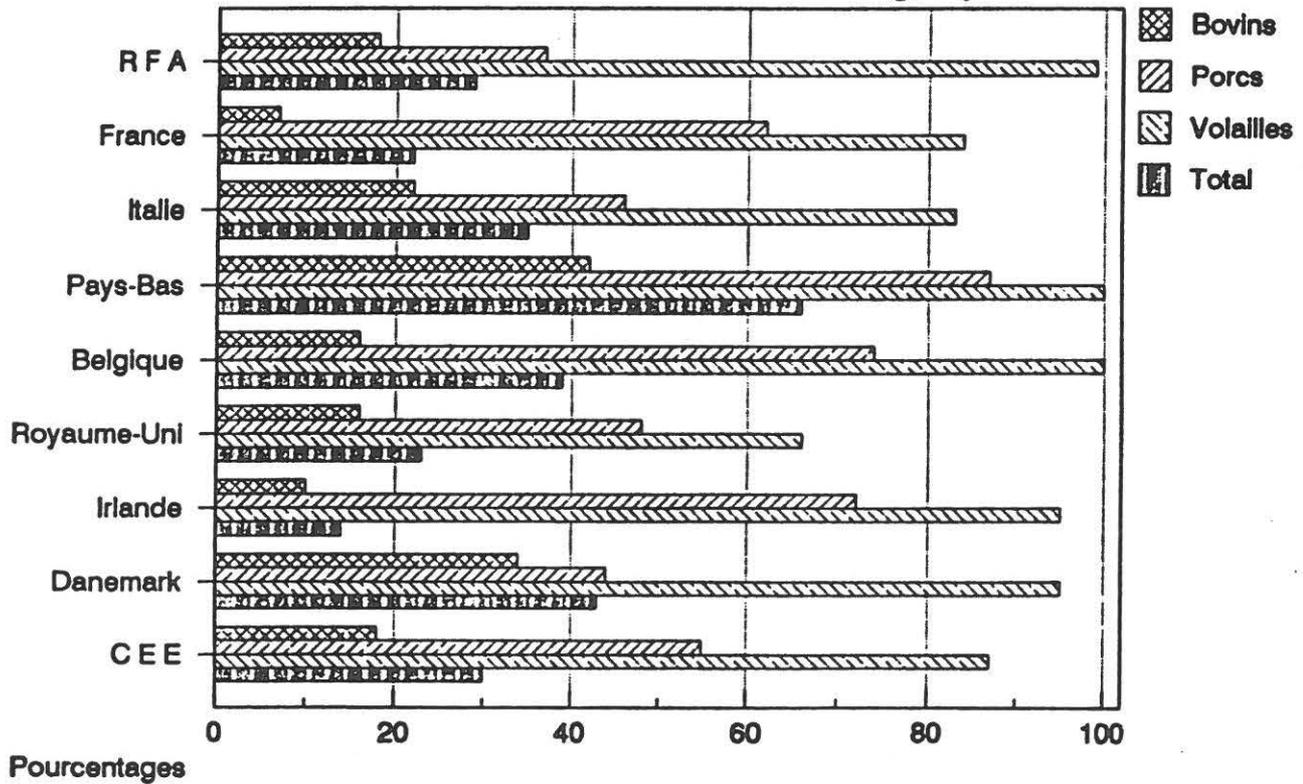
1. Chiffres publiés en 1990 par l'Office Statistiques des Communautés Européennes (OSCE) qui ne prennent en compte que les 9 pays de l'ancienne CEE.

2. En ce qui concerne le Royaume-Uni et le Danemark, on doit noter la présence d'un certain biais dans ces chiffres - qui restent de simples ordres de grandeur - du fait que dans le premier cas les productions d'aliments composés des intégrateurs ne sont pas incluses dans les statistiques et que dans le second cas, il existe un tonnage important d'aliments complémentaires pour porcs qui n'a pas été converti en équivalent aliments équilibré.

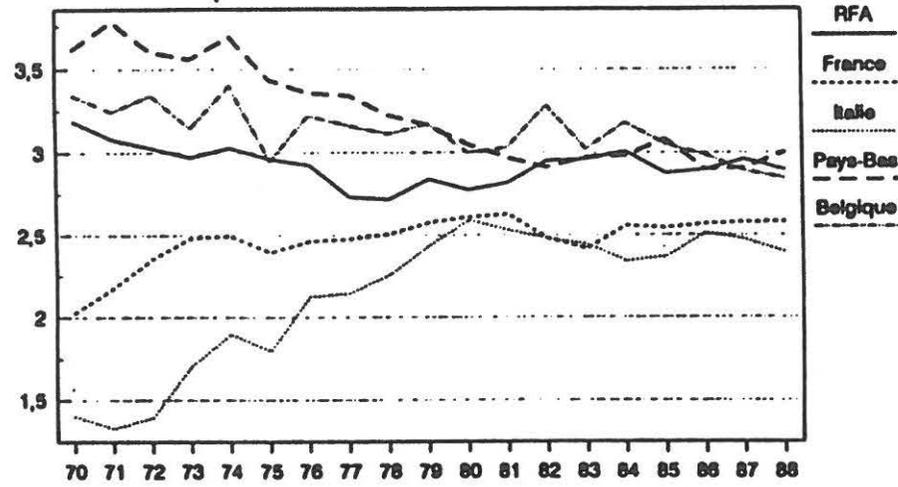
Repartition des besoins energetiques



Taux de couverture des besoins energetiques

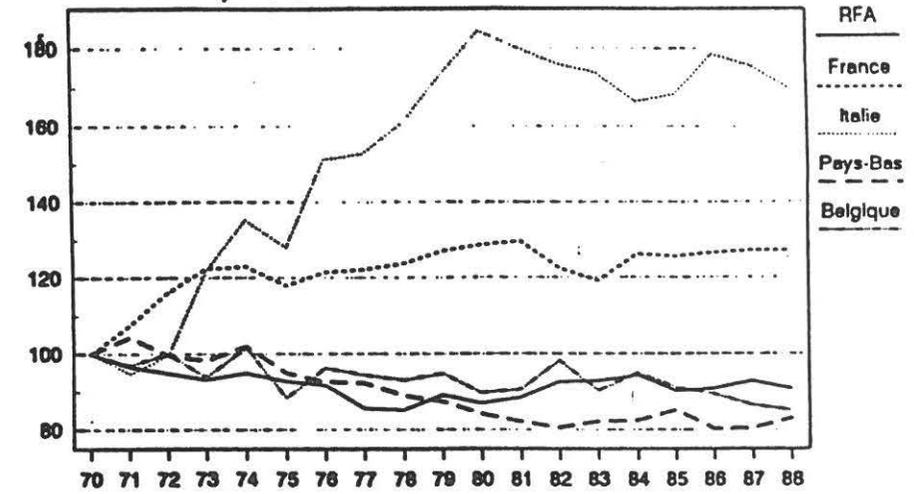


consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de viande de volaille et d'oeufs



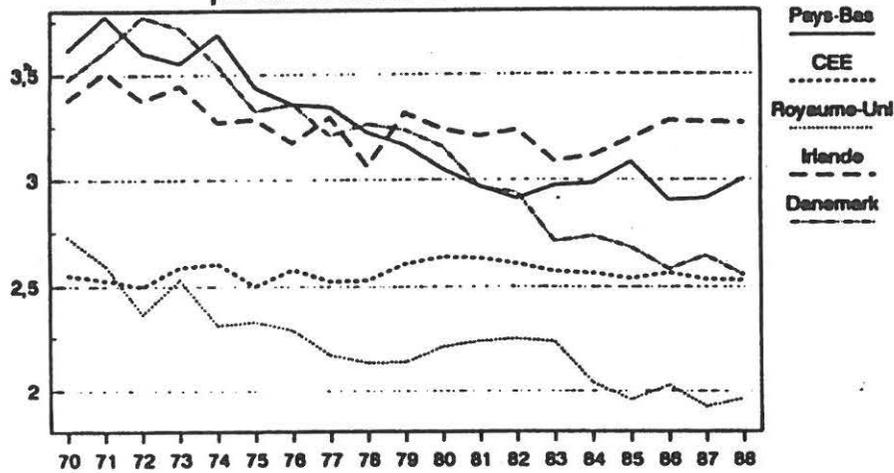
unite : kilo per kilo

consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de viande de volaille et d'oeufs

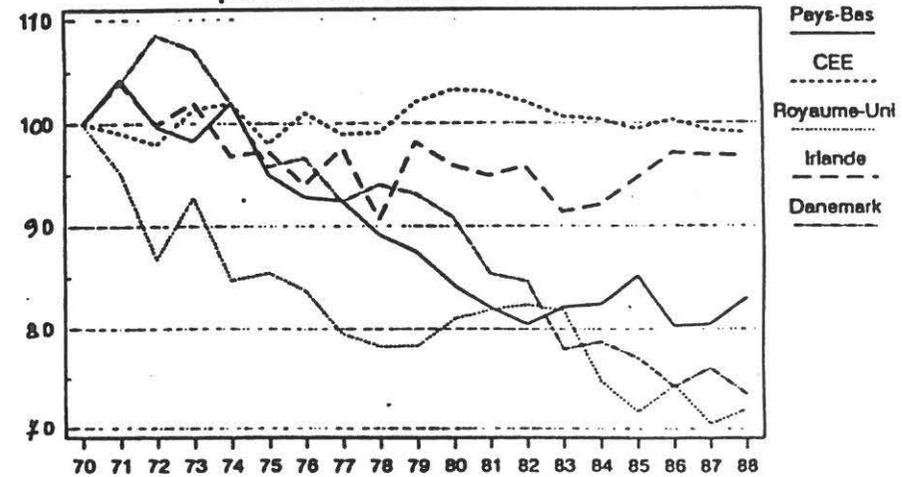


Indice

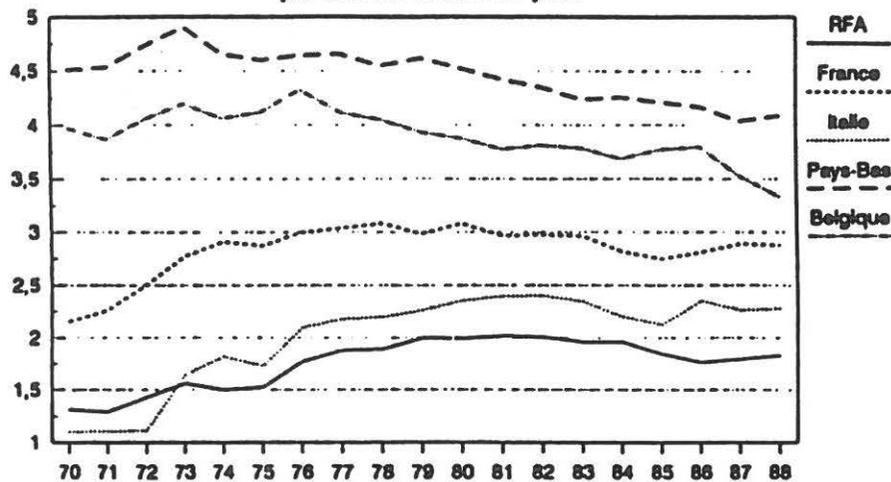
consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de viande de volaille et d'oeufs



consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de viande de volaille et d'oeufs

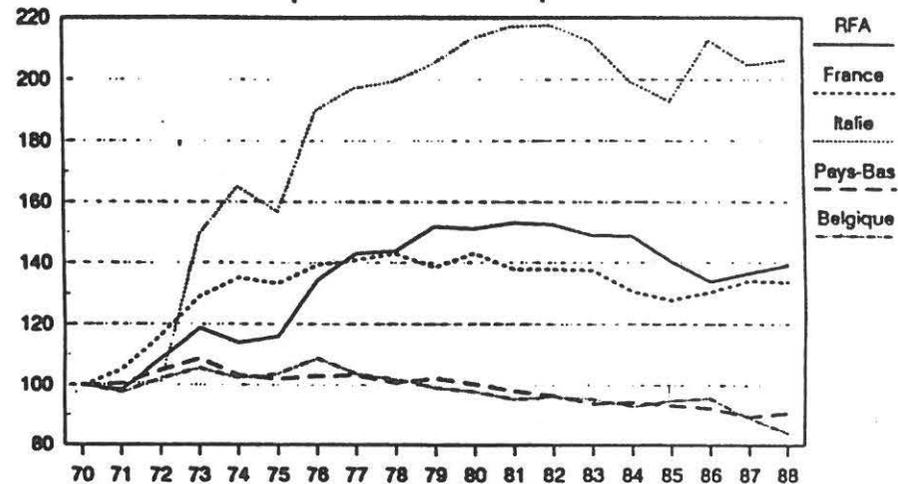


Consommations unitaires d'aliment composes
par kilo de viande de porc



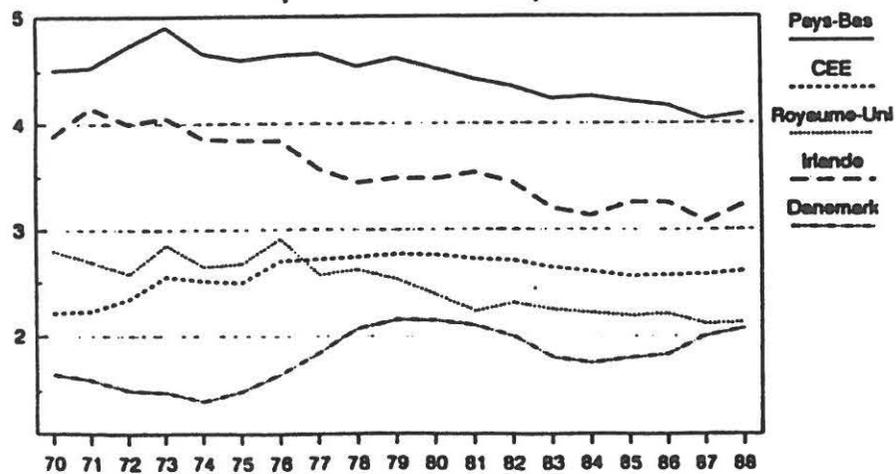
unite :kilo per kilo

Consommations unitaires d'aliment composes
par kilo de viande de porc

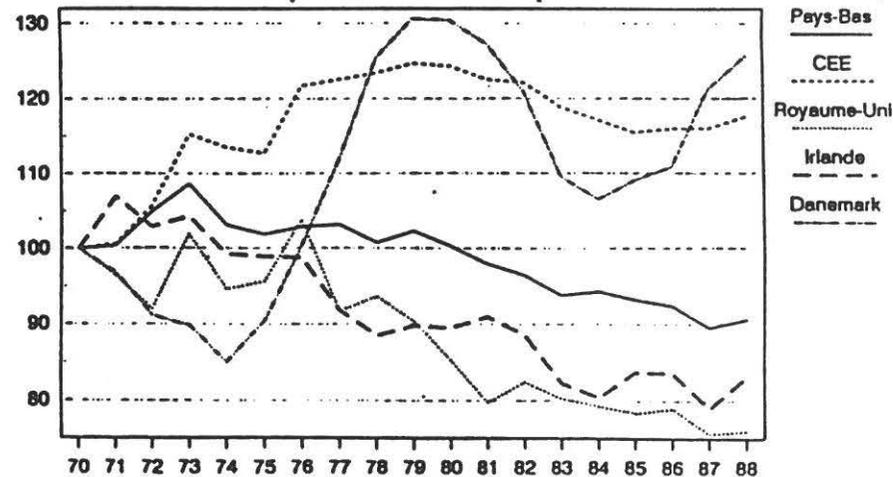


indice

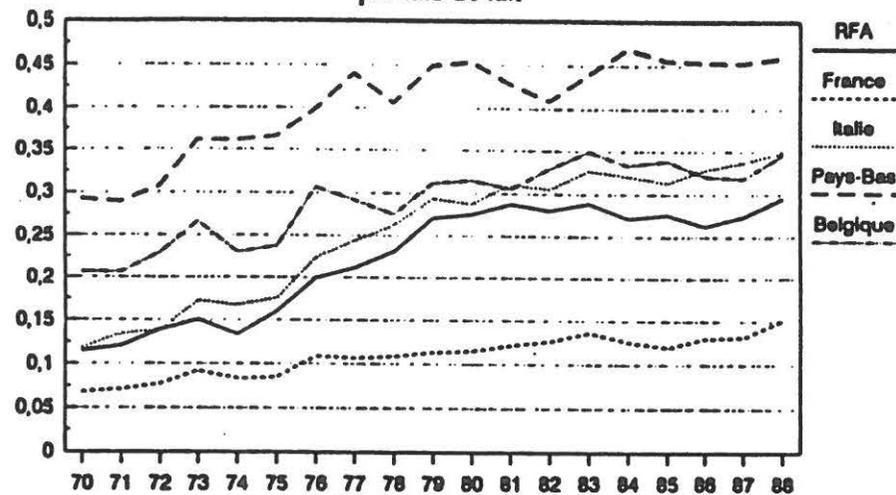
consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de viande de porc



consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de viande de porc

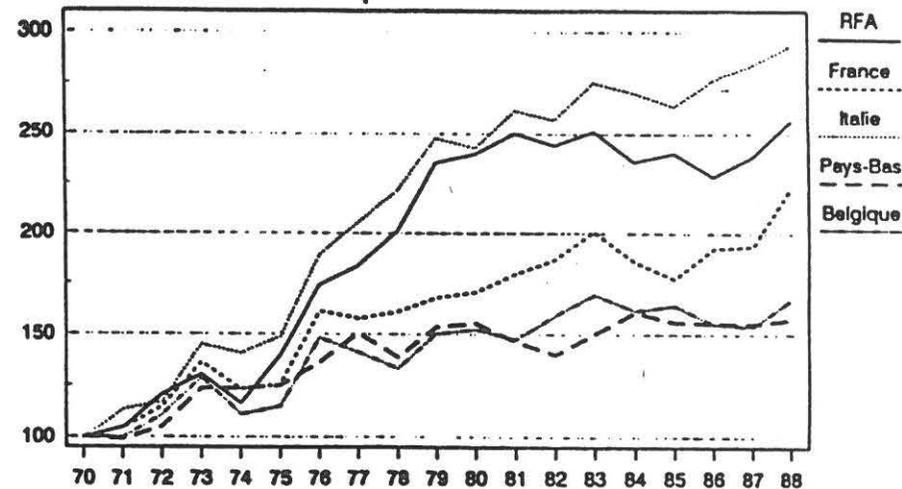


consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de lait



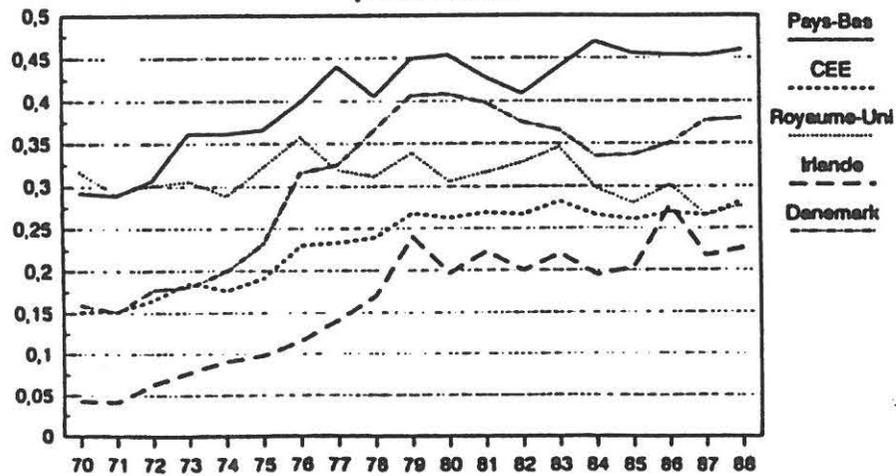
unite : kilo per kilo

consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de lait

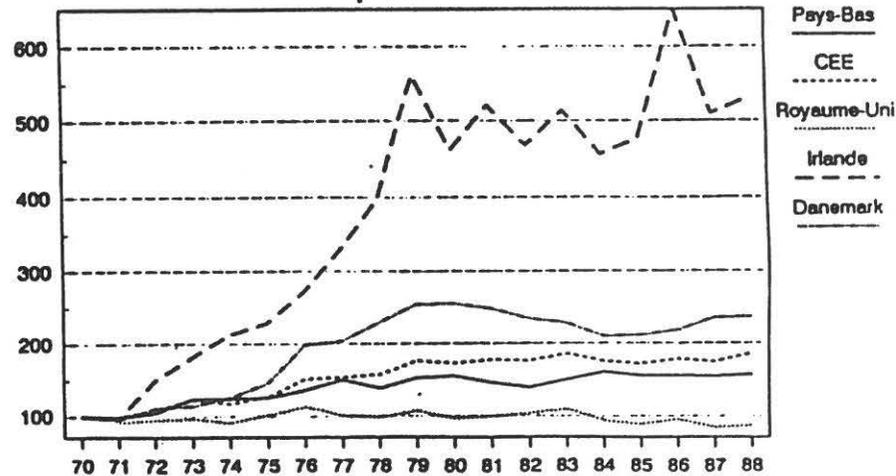


Indice

consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de lait



consommations unitaires d'aliments composes
par kilo de lait



diminution de ceux-ci dans les pays d'élevages les plus intensifs et d'augmentation dans les pays d'industrialisation plus récente (Italie par exemple).

Une augmentation du ratio indique en général une croissance de l'intensification de la production animale et du recours aux aliments composés. C'est la situation que l'on observe dans de nombreux cas pour les pays et les espèces animales qui se situent dans la première partie de la courbe logistique d'évolution des taux de pénétration. Par contre, une baisse du ratio s'observe essentiellement dans les cas où la saturation est presque atteinte et où les progrès techniques sur les performances d'élevage (nombre de porcelets par truie, nombre d'oeufs par poule, ...) et les améliorations des indices de consommation dominent.

Ces consommations unitaires constituent des indicateurs très synthétiques dont l'évolution résulte d'un grand nombre de facteurs qui se renforcent ou au contraire jouent en sens contraire.

22. Un futur incertain et imprévisible ?

De fait, si on peut constater, comme on vient de le faire au plan communautaire, à **quelles évolutions ont conduit** l'interaction de cet ensemble hétérogène de facteurs, il est plus difficile de **préjuger des effets** à venir de ces interactions.

En effet, l'observation et l'analyse des situations et des évolutions passées, la modélisation éventuelle de ces situations et de ces évolutions qui peuvent être utilisées pour dégager des tendances ou des scénarios d'évolution sur la période à venir sont loin de préserver de l'irruption de phénomènes non prévus (imprévisibles ?) dans le champ étudié.

Ces travaux quelle que soit leur nature ne sont pas des garanties "tout risque" pour les décideurs et les entrepreneurs. Ils se heurtent en effet à quelques difficultés majeures :

- **Complexité** du réel dont il est très difficile de donner une représentation simplifiée non mutilante : *"La nature n'a malheureusement pas été assez gentille pour faire les choses aussi simples que nous aurions voulu qu'elles soient. Il nous faut affronter la complexité"*. Cette réflexion d'un biologiste cité par Edgar MORIN (1) peut être très largement reprise par ceux à qui on demande d'éclairer l'avenir des systèmes socio-économiques.

- **Cloisonnement des approches disciplinaires** alors que les réponses aux questions qu'on se pose ne se trouvent pas à l'intérieur des champs disciplinaires : l'avenir se construit en effet par l'interaction de phénomènes qui ont **des racines économiques bien sur, politiques évidemment, mais aussi culturelles, scientifiques et techniques, organisationnelles, financières, sociales, démographiques, climatiques, ...**

- **Instabilité** des systèmes socio-économiques : La pertinence des scénarios proposés devient faible au cours de périodes où prédomine l'instabilité, où se transforment la structure et la nature même de ces systèmes, où apparaissent des bifurcations dans les "trajectoires" de ces systèmes qui peuvent les conduire vers des destinées tout à fait différentes. Sur ce plan, **la période actuelle**, où interfèrent évolutions scientifiques et innovations techniques, bouleversement des "équilibres" politiques et économiques mondiaux, évolutions des modes de pensée, ... , où de nouvelles règles du jeu se mettent ou vont se mettre en place pour gérer les échanges au plan communautaire et mondial, où du "nouveau" se crée qui ne se réduit pas toujours à une "addition" des tendances passées, **est particulièrement hostile aux "prospectivistes"**.

Or, les "conditions" futures qui se dégageront de ces interactions pourront par exemple annuler des avantages ... ou des désavantages liés actuellement à des situations locales, régionales ou nationales particulières comme par exemple : plus ou moins grande proximité d'un port, d'un bassin de production agricole, d'une zone d'élevage, d'une concentration urbaine; plus ou moins grande efficacité des réseaux de transport, existence ou non de mesures fiscales favorables ou de réglementations techniques protectionnistes.

1. Echanges avec EDGAR MORIN : *Science et conscience de la complexité*. 1984. Librairie de l'Université. Aix en Provence.

Ces conditions futures permettront la survie de telle ou telle mode de fabrication des aliments, de telle ou telle entreprise et **détermineront donc le niveau de concentration industrielle, la localisation des productions et des usines.**

Certes, l'existence d'inerties (techniques, sociales, financières, ...) pourrait permettre d'avancer que les grandes tendances mises en évidence dans la première partie de cet exposé ne vont probablement pas être remises en cause fondamentalement à court ou moyen terme.

Les individus s'efforcent en général de sauvegarder leur espace de vie. Ils s'efforceront de même de faire vivre les structures de production qui existent et qui les ancrent dans leur milieu. En terme de localisation des productions d'aliments, l'évolution se traduira sans doute autant par une variation progressive des taux d'utilisation des capacités installées que par une relocalisation complète des unités de fabrication.

Par ailleurs, on pourrait aussi avancer que le mouvement de concentration industriel se poursuivra dans la mesure où toutes les entreprises n'ont pas les mêmes capacités, que ce soit pour financer des opérations de recherche ou de développement (surtout lorsque les investissements nécessaires sont lourds), mais aussi pour intégrer les connaissances nouvelles et les utiliser sur un plan industriel afin de faire face aux nouvelles contraintes qui apparaissent.

Mais les incertitudes du moment sont nombreuses.

Au cours de ce Congrès, elles ont été ou vont être largement évoquées. Quelques rappels suffiront:

Les matières premières représentant l'essentiel du prix de revient des aliments composés, toute modification importante dans les conditions d'approvisionnement se traduira par des changements dans la compétitivité des diverses régions de la CEE.

- Or, dans le domaine de l'alimentation animale, de nouvelles technologies ont en quasi permanence contribué à orienter les modes de production et les formes d'organisation des entreprises. Le développement technologique ouvre encore de nouvelles et larges perspectives dans la production et la gestion des systèmes de production-transformation de biomasse végétale ou animale et des systèmes de production alimentaire : on peut, ainsi, rappeler les possibilités offertes par les techniques physico-chimiques de fractionnement de la biomasse ou par les biotechnologies. Ces techniques permettent d'obtenir des produits intermédiaires, recombinaisons en fonction des besoins, et utilisables dans la fabrication de mélanges alimentaires et en particulier dans celle d'aliments composés mais aussi dans la fabrication de produits non alimentaires et notamment énergétiques. Quelle place sera réservée à ces nouvelles filières de produits ? Dans quel sens seront déplacées les consommations de matières premières ?

- Par ailleurs, les comportements ou stratégies des acteurs, influencés eux mêmes par des facteurs divers, ont modelé les champs de force et de pouvoir et les règles du jeu. Dans l'avenir à quels compromis successifs se résigneront les divers acteurs politiques, économiques et sociaux que ce soit dans le cadre des négociations internationales au GATT ou que ce soit dans le cadre de la Politique Agricole Commune alors que l'environnement communautaire et mondial est en pleine recomposition.

Dans la détermination de la compétitivité future des entreprises d'alimentation animale interviennent évidemment d'autres facteurs dont l'évolution prochaine est tout aussi incertaine :

- Comment vont évoluer les structures communautaires de production agricole et notamment animale ? Les "pays de l'Est" vont-ils, à terme, constituer de nouveaux débouchés solvables pour les excédents communautaires ou vont ils représenter une concurrence supplémentaire pour les produits animaux ?

- Outre les objectifs traditionnels de minimisation ou d'optimisation des coûts des aliments et des produits animaux, l'alimentation animale doit, par exemple, prendre en compte des contraintes visant à fournir aux consommateurs humains des gammes de produits plus diversifiées et de qualité encore améliorée que ce soit sur le plan gustatif, bactériologique, nutritionnel, ... Elle doit envisager des compositions d'aliments permettant de limiter les

pollutions (1). Comment vont évoluer, dans ce domaine, les psychologies individuelles, les rapport de force entre groupes de pression et les réglementations européennes dans la perspective, puis dans le cadre du marché unique européen à partir de 1993 ?

- Dans ce cadre européen, à quel rythme se fera l'harmonisation des fiscalités ? Jusqu'où ira-t-elle ?

"L'avenir nous n'avons pas à le prévoir, mais à le permettre" a écrit SAINT EXUPERY : ... ou au moins à le préparer.

Dans le contexte d'un avenir non seulement incertain, mais instable, bénéficieront d'un avantage compétitif les entreprises ayant des modes d'organisation flexibles reposant notamment sur des outils techniques capables de gérer au mieux le nouveau (comme le font depuis longtemps les fabricants d'aliments pour leur formulation et la gestion de leurs achats grâce aux méthodes de programmation linéaire), mais aussi sur des hommes formés, capables de s'adapter rapidement à des changements imprévisibles et répétés de leur environnement.

En effet, le processus de mondialisation des échanges de produits et d'informations,... (et l'industrie de l'alimentation animale y est largement confronté au niveau de ses approvisionnements et y a contribué) fait que, **même au plan local, chaque fabricant d'aliments est concerné en permanence par ces évolutions.**

Mais, l'influence effective de cet environnement communautaire et mondial ne sera pas la même d'un bout à l'autre de la Communauté. Elle ne sera pas la même pour chaque entreprise :

- Les entreprises d'alimentation animale sont en effet insérées dans des systèmes nationaux ou régionaux qui, en raison de leur histoire, sont tout à fait dissemblables sur le plan économique, structurel, réglementaire, fiscal,... : En amont, elles sont confrontées à des conditions d'approvisionnement particulières (spécificité des infrastructures portuaires et des réseaux de transport de matières premières). En aval, elles ont à s'adapter à des évolutions des structures agricoles et des pratiques d'élevage, à des évolutions quantitatives et qualitatives du marché des aliments mais aussi de celui des produits animaux, qui peuvent être très diverses d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre. Le contexte réglementaire n'est pas le même partout. Les préoccupations environnementales n'ont pas partout la même intensité,...

- Ces entreprises et les industries ont, héritage là encore de leur histoire, leurs propres spécificités sur le plan organisationnel, technique, ... Elles ont eu des attitudes diverses en particulier lorsqu'elles sont confrontées au changement de leur environnement.

Cette **diversité** ne peut être analysée que cas par cas et c'est le sens des travaux qui ont été engagés par notre équipe au plan communautaire sur les industries de l'alimentation animale et leur approvisionnement.

Un document est déjà disponible sur l'ITALIE. D'autres documents vont suivre sur les principaux pays de la Communauté.

Cette approche permet elle d'éclairer l'avenir ? Les premières réflexions qui ressortent des travaux engagés sur l'Espagne en donneront une illustration dans la dernière partie de cet exposé.

1. Notons ainsi que des pays comme les Pays Bas ou la RFA ont vu leur tonnage stagner, voire régresser au cours des toutes dernières années., cette stagnation étant certainement davantage à mettre sur le compte de problèmes de pollution et d'environnement, que sur une compétitivité insuffisante. Des problèmes similaires commencent à apparaître aussi en Italie dans certaines des principales régions de production porcine.

3. LA DIVERSITE EN EUROPE : LE CAS ESPAGNOL

3.1. Les conditions historiques du développement de l'industrie de l'alimentation animale

Cette analyse est d'autant plus nécessaire en ce qui concerne l'industrie espagnole des aliments composés que celle-ci a joué un rôle déterminant dans la structuration de l'élevage moderne de ce pays, rôle qu'elle a conservé et qui lui confère une fonction essentielle dans l'évolution des productions animales. Rappelons donc, en quelques mots, comment s'est développé historiquement le secteur.

Lorsque ce pays est entré dans sa phase moderne d'expansion, à la fin des années 50, il se trouvait en état de pénurie alimentaire chronique, situation qui s'aggrava lorsqu'il fallut confronter la production intérieure à l'augmentation de la demande résultant de la forte croissance des années 60. L'agriculture montra qu'elle n'était pas en état de fournir rapidement les matières premières nécessaires à la production de protéines animales, poste alimentaire sur lequel se portait la nouvelle demande urbaine. Aussi bien, l'élevage qui se développa, fondé sur des technologies déjà mises au point ailleurs, ne put se satisfaire de l'offre agricole espagnole et dut s'articuler au marché international, c'est-à-dire, en fait, à l'économie des Etats-Unis.

Le principe était simple : il s'agissait d'importer maïs et soja pour faire fonctionner le modèle avicole intensif, installé par transfert de technologies. Un élément clé du système résida dans la construction d'une véritable guirlande d'usines de trituration du soja à la périphérie du pays, au voisinage immédiat des ports de débarquement des matières premières. Ces usines allaient remplir une double fonction : produire du tourteau et apporter de l'huile sur un marché des matières grasses très déficitaire. Dans les ports, commença aussi à arriver le maïs américain, deuxième pilier alimentaire de l'élevage (1).

En 1985, année précédant l'adhésion de l'Espagne à la CEE, le modèle "céréale-soja" était encore solide : les aliments industriels contenaient 62,9% de céréales (26,3% d'orge, 25,8% de maïs), 6,2% de sous-produits ordinaires de la meunerie et 15,5% de tourteaux de soja : le "couple" céréale-soja intervenait donc à hauteur de 84,6% des matières premières.

Le maintien de ce système, sur 25 ans, est évidemment lié aux conditions économiques dans lesquelles il a fonctionné : l'articulation aux marchés internationaux pour l'achat de matières premières à bas prix; une politique agricole qui n'a que lentement permis aux céréales fourragères intérieures de se développer ; une protection très efficace aux frontières contre les produits animaux étrangers ; l'existence d'un oligopole de la trituration du soja ; le transfert accéléré de technologie via les entreprises transnationales. Tout ceci a incontestablement favorisé la consolidation de l'industrie de l'alimentation du bétail, qui s'était affirmée dès le départ comme le pilier fondamental du développement de l'élevage. C'est pourquoi celui-ci a été imposé à un secteur agricole qui n'a jamais été en mesure de l'orienter : en Espagne beaucoup plus que dans d'autres pays de la CEE, l'élevage moderne n'est pas issu de l'agriculture, il est né de forces externes parmi lesquelles le rôle leader a été assuré par l'industrie de l'alimentation animale.

1. C'est d'abord l'aviculture qui se développa, grâce à la collaboration entre le capital espagnol et les entreprises détentrices de la technologie. Tout naturellement, cet élevage industriel fut installé à proximité du littoral car c'est là, en Espagne, que se trouve l'essentiel de la population urbaine, mise à part celle de la capitale. C'est d'ailleurs pourquoi l'approvisionnement de Madrid resta une exception : c'est à partir de provinces satellites céréalières qu'il fut réalisé. Très vite après l'aviculture, l'engraissement des porcs et même celui des bovins furent incorporés à ce modèle d'élevage fondé sur le dynamisme structurant de l'industrie de l'alimentation du bétail. L'évolution de la production d'aliments témoigne de la puissance du système : 200 000 t en 1955, 900 000 t en 1960, 5,6 millions en 1970, 13,2 millions en 1982, date à laquelle un palier est atteint suivi d'une décroissance.

3.2. Localisation et concentration de la production

3.2.1. Les entreprises

D'après les statistiques nuancées par l'opinion des professionnels, environ 850 usines produiraient de l'ordre de 13,5 Mt d'aliments/an.

Parmi les entreprises leaders, les groupes multinationaux affirment une présence remarquable (1)

Quatre coopératives figurent aux premiers rangs du secteur (2), mais le poids du mouvement coopératif reste modeste (23% de la production des 40 premières entreprises), même s'il manifeste une certaine expansion avec la création de nombreuses petites usines au cours des dernières années.

Enfin, de grandes entreprises indépendantes se trouvent dans les 20 premières : 5 catalanes et 1 castillane soit 19% de ce groupe (3)

Toutes entreprises confondues, les 20 premières cumulent 6,9 Mt, soit 51% de la production (340000 t/an en moyenne). Les autres, environ 800, produisent moins de 100 000 t/an et quelquefois beaucoup moins, avec une moyenne qui peut se situer autour de 7 à 8 000 t/an, soit plus de 40 fois moins que le groupe de tête. Il apparaît donc nettement une répartition de la production entre deux catégories d'entreprises : un assez petit nombre d'entreprises puissantes : soit multinationales, soit coopératives, soit indépendantes catalanes, et un grand nombre de petites et moyennes entreprises indépendante et coopératives, généralement clientes des grands groupes (ou de filiales d'entreprises de produits chimiques) pour les services de formulation et la fourniture de CMV.

3.2.2. La localisation géographique

Lorsqu'on observe la distribution géographique de la production, le poids de la Catalogne se confirme : les 4 provinces catalanes (Barcelone, Gerone, Lerida, Tarragone) sont les seules à représenter chacune plus de 4% de la production nationale.

Les provinces qui se situent entre 4 et 2% sont au nombre de 12 et sont situées dans la moitié

1. Nanta (BP/Hendrix) est n° 1 avec 1 Mt, Tecna-Hubbard, 3e avec 700 000 t, Gallina Blanco-Purina 4e avec 670 000 t, Conagra 5e avec 550 000 t, Hens-Cargill 7e avec 380 000t. Ils sont les seuls, parmi les entreprises agissant en Espagne, à disposer de réseaux d'usines, en propriété ou sous contrat, permettant une présence sur l'ensemble du territoire. Avec 3,8 Mt, les 7 groupes multinationaux présents parmi les 20 premières entreprises représentent 54% de la production de ce groupe de tête.

2. Il s'agit de trois coopératives catalanes : celle de Guissona (prov. de Lerida), qui occupe la 2e place avec 700 000 t/an, de la Copoga (Lerida), 10e avec 296 000 t et de la coop. de Réus (prov. de Tarragone), 14e avec 161 000 t, la 4e étant la Coren (8e avec 243 000 t), coopérative galicienne.

3. Parmi les 40 premières, la Catalogne compte pour 32%. Si l'on ajoute que 4 groupes multinationaux, ou à vocation nationale (Tecna, Purina, Cargill, CIA) ont leur siège à Barcelone, l'influence directe ou indirecte de la Catalogne se répercute sur plus de la moitié des quantités d'aliments industriels fabriqués en Espagne.

Témoignage indirect du poids de la Catalogne, on note une très faible présence d'entreprises indépendantes, non coopératives, hors de cette région : on n'en compte que 2 parmi les 20 premières du secteur. Elles apparaissent plus nombreuses entre le 20e et le 40e rang : il s'agit de 11 entreprises moyennes produisant entre 100 000 et 50 000 t/an. Au total, dans ce groupe, elles représentent seulement 12% de la production.

nord du pays sauf celles de Séville, Valence et Murcie (1).

En synthèse, on peut dire qu'il existe essentiellement une production périphérique nord-méditerranéenne et galicienne, ainsi qu'une production intérieure dispersée dans la région castillane.

Cette analyse territoriale sur la base du découpage administratif (provinces, communautés autonomes) ne donne en fait qu'une idée imprécise de la concentration géographique réelle de l'appareil productif des aliments industriels (2).

Le territoire espagnol est en fait parsemé d'un très petit nombre de zones de concentration (une douzaine) qui obéissent à une logique purement industrielle (réduction des coûts de transport, présence d'un marché de consommation) : un noyau principal en Catalogne, cinq noyaux littoraux ou fluviaux (Séville) et cinq ou six noyaux intérieurs. Dans les mailles de ce réseau existent bien sûr de nombreuses petites et moyennes usines mais c'est aux noeuds du réseau qui se situent les plus importantes. C'est de ce maillage spécifique qu'est née la configuration de l'élevage moderne en Espagne dont le développement, comme le confirme l'analyse territoriale, a obéi à une logique industrielle et nullement agricole.

3.3. Perspectives

Compte tenu de son histoire, de ses structures, de son implantation sur le territoire, ainsi que de l'environnement économique et politique, **comment peut évoluer le secteur ?**

De l'aveu des professionnels, l'âge d'or de l'industrie de l'alimentation animale est terminé en Espagne. Depuis le début des années 80, la production a baissé puis stagné avant de reprendre un peu au cours des toutes dernières années (3). Aussi bien, rares sont les usines qui tournent au maximum : on estime à 60% seulement le taux d'utilisation de la capacité globale installée.

Dans ce contexte, la sécurité que constitue l'intégration semble de plus en plus recherchée. La tendance au contrôle de la production animale est donc quasiment la règle et on estime que le pourcentage que destinent aux élevages intégrés les 40 premières entreprises est de 50%. Pour

1. Le schéma géographique de la production peut se résumer ainsi :

- concentration considérable en Catalogne (35,4% de la production nationale);
- prolongement de l'influence catalane vers la vallée de l'Ebre (Saragosse, Navarre, Huesca) et relais par des entreprises régionales;
- présence non négligeable dans les provinces littorales méditerranéennes jusqu'à Valence et Murcie;
- poids non négligeable des provinces océaniques de la Galice;
- présence dans quelques provinces intérieures sous l'influence de Madrid (Burgos, Valladolid, Tolède).

2. En Catalogne, par exemple, les usines se localisent essentiellement sur le triangle Barcelone-Tarragone-Lerida, généralement dans des zones industrielles situés à proximité des villes donc aussi à proximité, ou en tout cas pas très loin, des deux grands ports de la région. Même schéma près de Valence et près du port de Cartagène (prov. de Murcie) autour de Séville et, en Galice, au voisinage des deux ports de Marín (prov. de Pontevedra) et de la Corogne. La localisation obéit donc ici clairement à deux impératifs : faciliter les approvisionnements et en réduire les coûts grâce à la proximité des ports ; produire l'aliment dans des zones à haute densité de population urbaine, d'où provient l'essentiel de la demande en produits animaux.

En ce qui concerne les implantations industrielles intérieures, elles se localisent aussi habituellement dans la périphérie industrielle des villes : Valladolid, Segovie, Aranda del Duero, Pampelune, Burgos. Toutes situés dans le bassin céréalier castillan ou en bordure de celui-ci, elles participent d'abord à l'approvisionnement de Madrid mais aussi du Nord du pays.

3. Les productions avicoles sont plutôt en régression sur un marché intérieur saturé ; la production porcine est soumise à de fortes fluctuations et la tendance est au plafonnement ; en ce qui concerne les productions bovines, les dernières années ont montré un accroissement significatif de la consommation d'aliments pour vaches laitières, du fait de l'amélioration des élevages de la frange atlantique et d'un prix du lait satisfaisant. Mais, globalement, en synthétisant ces tendances, on ne discerne guère d'espoir d'un accroissement de la production.

l'avenir, mis à part quelques grands spécialistes du marché libre, le renforcement de l'intégration paraît dans l'ordre des choses.

Il faut donc s'attendre à une accentuation de la concurrence sur un marché en quasi stagnation.

Dans ces conditions, **quelles restructurations d'entreprises peuvent se produire ?**

Les groupes multinationaux ne semblent nullement vouloir abandonner la partie (1).

Les grandes coopératives, dont la gestion est semblable à celle des autres entreprises mais qui bénéficient de certains avantages fiscaux et économiques, sont dans des situations diverses, certaines ayant des politiques expansionnistes comme Guissona, d'autres vivant certaines difficultés.

Les grandes entreprises indépendantes, catalanes et autres, sont en général solidement implantées dans leurs régions.

A l'autre bout de l'échelle, qu'en est-il des petites unités de production ?

Leur avenir n'est peut être pas aussi compromis qu'il pourrait paraître. En premier lieu, beaucoup d'entre elles sont des coopératives ayant leur débouché quasiment assuré chez leurs associés. Si elles savent se doter de structures légères de gestion, si elles savent exploiter la forte concurrence que se livrent les sociétés de services pour la formulation et la fourniture de CMV, elles seront en état de compenser les éventuels surcoûts des matières premières dues à leur faible dimension, surtout en période de prix bas comme actuellement.

Les petites et moyennes entreprises indépendantes n'ont peut être pas les mêmes perspectives car elles ne bénéficient pas d'un marché captif comme les coopératives. Ce sont les plus menacées à moyen terme, en particulier parce qu'elles peuvent difficilement disposer d'ensembles intégrés solides.

On entrevoit donc un scénario qui renforcerait la bipolarisation actuelle de la structure industrielle : d'un côté le renforcement du groupe des leaders à vocation régionale ou nationale, de l'autre la persistance de petites entreprises implantées localement, principalement coopératives, avec entre les deux pôles, l'affaiblissement de l'ensemble intermédiaire, par disparition pure et simple d'entreprises ou par rachat par des groupes plus puissants.

L'un des facteurs de l'évolution du secteur réside dans la **nouvelle donne concernant les matières premières**, conséquence de l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Par la libéralisation du commerce à l'intérieur du pays et aux frontières, on s'attendait à l'entrée en force des PSC. Celle-ci ne s'est pas produite. Pour 1990, on estime le tonnage de manioc incorporé aux aliments industriels à plus de 700 000 tonnes (5,2%), celui du gluten de maïs à près de 600 000 t (4,3%), celui de fèves et pois à 200 000 T (1,5%) ce qui faisait reculer l'ensemble céréales, sous produits de la meunerie et tourteaux à 75% soit 12 points de moins qu'en 1985. Une région comme la Catalogne, en principe la mieux placée pour accueillir les PSC par voie maritime, n'a pas fait non plus un saut considérable : en 1989, les céréales comptaient pour 48,7% des matières premières, le manioc pour 7,7% et le corn gluten feed pour 3,9%(2).

1. Un fait comme la reprise complète par Cargill de l'entreprise Hens, que la multinationale ne contrôlait pas totalement, peut en être un indice. Le groupe Nanta a poursuivi récemment sa pénétration par rachat d'entreprises et le groupe Conagra s'est restructuré à partir de son implantation Galicienne. Quant à Gallina-Blanca Purina il demeure actif et performant sur le marché bovin en expansion.

2. Une étude de la Généralitat montre cependant une nette différence de comportement entre grandes et petites entreprises, les grandes utilisant nettement moins de céréales et plus de PSC, les petites étant handicapées en raison de limitation en matière de stockage et de volume d'achat.

Si la Catalogne n'est pas encore passée massivement aux PSC - alors que le Portugal l'a fait - les autres régions, en particulier celles de l'intérieur sont encore plus en retrait. C'est pourquoi, globalement en Espagne, les céréales ont bien résisté à l'assaut des PSC (1).

Pour l'avenir, l'Espagne, devenue grande productrice d'orge, mal équipée pour les transports intérieurs, ne pouvant encore faire entrer de très gros tonnages de PSC dans ses ports en raison d'une demande qui reste modeste sauf en Catalogne, ne devrait voir diminuer que progressivement l'emploi des céréales dont les prix sont maintenus à la baisse par la PAC. **La diversification des matières premières s'avère donc laborieuse.**

Dans ce contexte général touchant l'élevage, les entreprises et les matières premières va-t-on assister à une modification de la répartition territoriale de la production d'aliments industriels ?

Si la tendance observée aux cours des années 80 se poursuit, on peut s'attendre au renforcement de la concentration géographique : en effet, entre 1981 et 1987, le poids relatif de la Catalogne s'est accru de 5,4 points. Les avantages de cette région étant incontestables, avec le meilleur équipement portuaire d'Espagne à Tarragone - d'ailleurs en cours d'amélioration - les plus puissantes entreprises intégratrices, un environnement urbain industriel et très actif, on ne peut que s'attendre au renforcement du pôle catalan (2).

Reste à s'interroger sur les effets globaux de l'adhésion de l'Espagne au marché commun. En 1986, beaucoup d'analystes étaient pessimistes sur la capacité de l'Espagne à résister à l'offre extérieure de produits animaux. Alors que s'est achevée la période de transition, on note en effet que certains secteurs ont un bilan commercial déficitaire comme l'aviculture, l'élevage porcin, et l'élevage ovin. La viande bovine est par contre excédentaire et les importations de lait sont restées en dessous des "quantités objectifs". En tout état de cause le point d'équilibre n'est pas encore trouvé et l'aggravation des déficits reste possible. En conséquence, l'adhésion pourrait avoir un effet dépressif sur la production d'aliments industriels.

Cette présentation très sommaire de l'industrie de l'alimentation animale en Espagne fondée sur l'analyse historique et sur une interprétation du comportement des agents économiques, montre la diversité et l'hétérogénéité du secteur, notamment en terme d'entreprises et de développement régional et nous encourage dans la voie que nous avons choisie pour notre étude européenne c'est-à-dire une recherche portant sur les systèmes productifs régionaux.

1. Plusieurs raisons à cela : le prix des céréales, fruit de la politique européenne, est resté bas ce qui les rend compétitives dans un pays où le coût du transport est élevé, (l'essentiel étant réalisé par camion); les petites usines ne sont pas très bien équipées en cellules de stockage pour diversifier les matières premières, ni en machines pour les incorporer aux aliments. L'utilisation des PSC est donc d'abord le fait des grandes usines, qui restent d'ailleurs prudentes en raison quelquefois des problèmes de qualité (manioc) ; enfin l'importation obligatoire de maïs américain joue en faveur de l'emploi de céréales.

2. Les limites pourraient se trouver dans la forte densité d'élevages intensifs qui commence à provoquer des nuisances environnementales. La parade, déjà mise en oeuvre et l'expansion hors de la Catalogne, en Aragon et dans le pays Valencien notamment.